
Gaëlle Gillot, Andrea Martinez (dir.)
Femmes, printemps arabes et revendications citoyennes,
 Marseille, IRD Editions, 2016, 256 p.

par *Yasmine Berriane*
 CNRS – Centre Maurice Halbwachs
 yasmine.berriane@uzh.ch

Cet ouvrage dirigé par la géographe Gaëlle Gillot et la sociologue Andrea Martinez est le résultat d'une conférence qui s'est tenue à Rabat en 2012. Il regroupe un ensemble de contributions aux formats divers : articles théoriques revenant sur le développement du féminisme ou de la citoyenneté au féminin, analyses basées sur des recherches empiriques originales, essais plus courts proposant des réflexions générales, témoignages d'actrices de terrain. L'objectif général que se donnent les deux directrices à travers cet ouvrage est d'offrir « une meilleure compréhension des rapports sociaux de sexe et de leurs interactions avec d'autres systèmes de pouvoir » au Maghreb et au Moyen Orient. Cet objectif n'est en soi pas nouveau ; la littérature sur la question s'est bien développée cette dernière décennie, et ce tant avant qu'après les mobilisations protestataires de 2011. L'apport de l'ouvrage repose plutôt sur les trois entrées principales que Gaëlle Gillot et Andrea Martinez ont choisies pour traiter de la recomposition des rapports sociaux de sexe dans la région : la diversité inhérente à la catégorie des « femmes » qui prend aussi en considération les femmes « ordinaires » et leurs luttes quotidiennes contre différentes formes de violences et d'inégalités ; les changements ambivalents de statuts et de pratiques liées à la question de l'égalité entre les sexes ; et enfin les processus d'appropriation d'une citoyenneté inclusive qui en découle. Ces trois thématiques, que chaque chapitre aborde de manière différente, me serviront de portes d'entrées pour structurer ce bref compte rendu et pour identifier les questions que j'en tire en tant que lectrice.

L'une des premières thématiques transversales à cet ouvrage est la situation des femmes au Maghreb et au Moyen Orient, avec un focus particulier sur leur capacité d'agir et sur les stratégies mises en œuvre (souvent dans les marges) pour dépasser les restrictions et lutter contre les violences auxquelles elles font face. L'accent est largement mis sur le cas du Maroc (la moitié des chapitres), mais on y trouve également des analyses du cas algérien, iranien et libyen. Ces contributions donnent la parole à une diversité de profils de femmes : militantes laïques et islamiques, professionnelles du

politique, ouvrières, femmes « ordinaires », représentantes d'ONG, etc. La diversité inhérente à la catégorie « femmes » est d'ailleurs abordée dès le premier chapitre, dans lequel la sociologue canadienne Francine Descarries rappelle qu'il est nécessaire d'incorporer les différences et divisions identitaires, idéologiques, religieuses ou encore sociales, entre les femmes dans une réflexion sur la construction d'un féminisme inclusif.

La deuxième thématique transversale est celle des changements qui traversent aujourd'hui la région. Si, à travers l'expression « printemps arabe », le titre de l'ouvrage fait référence aux mobilisations de 2011, la périodisation choisie est bien plus large. La révolution iranienne de 1979, les mobilisations de 1988 et la guerre civile en Algérie, les réformes législatives au Maroc depuis le début des années 2000, ou encore la difficile transition politique en Libye, sont autant de moments-clefs que cet ouvrage permet d'éclairer en mettant l'accent sur les transformations des rapports de genre qui les ont accompagnées. La sociologue Sonia Dayan-Herzbrun rappelle d'ailleurs bien dans son chapitre que la présence des femmes dans les révolutions arabes n'est pas un phénomène nouveau : elle s'inscrit sur le temps long. L'analyse du changement proposée par les auteurs met en lumière les nombreux paradoxes et contradictions constitutifs de ces transformations : les « ambiguïtés de la parité » décrites par la politologue Houria Alami Mchichi à travers l'exemple du Maroc ; l'ambivalence fondamentale que représente, selon la sociologue Chahla Chafiq, l'émancipation islamiste des femmes en Iran ; les oscillations entre conservatisme et aspiration au progrès décrites par la géographe Nora Semmoud pour le cas algérien ; les articulations ambiguës observées par Andrea Martinez et Gaëlle Gillot auprès d'ouvrières marocaines qui allient salarisation et émancipation d'une part, et reproduction de normes sociales de l'autre ; et enfin, le paradoxe que note l'anthropologue Mina Saidi Sharouz dans son analyse de l'accès des femmes aux espaces de la ville en Iran : la liberté des femmes de circuler dans la ville s'accroît alors même que les contraintes qui leur sont imposées augmentent.

La question du changement des rapports de genre nous amène à la troisième thématique transversale de l'ouvrage : celle de l'étude des revendications citoyennes de femmes dans la région. Les deux directrices du livre se donnent, en effet, comme objectif de contribuer à « complexifier notre compréhension d'une citoyenneté inclusive », comprise comme « une dynamique de subjectivation politique et sociale (reposant) sur un

processus collectif qui passe par la construction d'une autonomie fondée sur l'émancipation des différentes formes de tutelle maritale, paternelle et masculine¹. Les différentes contributions qui composent l'ouvrage présentent de nombreuses pistes pour repenser l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté, voire pour éclairer la notion de citoyenneté à travers la perspective encore peu explorée des sociétés du Maghreb et du Moyen Orient. Ainsi, Sonia Dayan-Herzbrun rappelle que la question de la citoyenneté ne se pose pas dans les pays arabes et musulmans comme elle a pu le faire en Europe : dans les anciennes colonies, le développement d'une « citoyenneté coloniale » a contribué, par exemple, à « solidifier les divisions communautaires et régionales [...] en systématisant les hiérarchies de genre ». Les contributions qui suivent offrent une série de pistes qui ont le potentiel de faire réfléchir aux manières dont la citoyenneté est vécue, pratiquée et représentée par les femmes au Maghreb et au Moyen Orient.

Si les chapitres de l'ouvrage permettent de nourrir une réflexion approfondie sur chacune de ces thématiques, ils peinent à relever ce défi jusqu'au bout. Ils ne proposent pas, par exemple, une analyse des points de convergence et de rencontre des différentes catégories de femmes, comme le propose justement Francine Descarries lorsqu'elle aborde la question des conditions nécessaires au développement d'un féminisme inclusif. Les divergences entre féministes laïques et militantes islamistes par exemple ont été au cœur de la littérature sur les mouvements féministes dans la région et on retrouve cette idée dans plusieurs chapitres de l'ouvrage. Or cette approche néglige le fait que, depuis 2011, il existe de plus en plus de processus de convergence² ou de « phases de confluence » (pour reprendre le terme choisi par Leila El Bachiri, l'une des contributrices) qui vont au-delà de telles oppositions et qui contribueraient à penser les possibilités d'émergence d'approches et de causes communes.

L'ouvrage aurait également gagné à offrir une réflexion plus poussée et systématique en liant les observations faites par les auteurs sur le terrain et la question plus générale de l'émergence de formes inédites de la citoyenneté, pour enrichir et complexifier

l'analyse de cette notion. La plupart des contributrices privilégient plutôt des perspectives normatives et classiques de la citoyenneté, qui lient celle-ci aux notions de démocratie, d'émancipation et d'égalité de droit. Par conséquent, elles attribuent les paradoxes observés sur le terrain à l'existence de citoyennetés « incomplètes » et mettent l'accent sur les lenteurs qui caractérisent les processus en cours. Or les exemples et cas étudiés ici permettraient d'éclairer une série de questions qui vont bien au-delà du constat de processus « incomplets » ou « ambigus ». Comment articuler les paradoxes observés sur le terrain à une réflexion plus générale sur la fabrique des citoyennetés au Maghreb et au Moyen-Orient? Comment s'y combinent, par exemple, conceptions du droit universel et religiosité? Voile et émancipation? Pouvoir d'agir et restrictions ou surveillance accrue? Que nous enseignent les mises en scène d'une citoyenneté « respectable » fondée sur « l'image domestiquée de la femme » ou encore des « citoyennetés communautaires » sur les nouvelles formes de citoyennetés qui se développent dans la région? De quelles manières se vit et s'exprime la citoyenneté dans des contextes conflictuels et violents? Si les contributrices de cet ouvrage n'abordent pas directement ces questions, elles nous offrent des éléments et des exemples riches qui ont le potentiel de nourrir une réflexion plus large, empirique comme conceptuelle, sur la relation entre genre et citoyenneté.

Jean-Jacques Marie

Les Femmes dans la révolution russe,

Paris, Le Seuil, 2017, 383 p. (dont biblio. p. 373-382)

par Christian Bromberger

IDEMEC – CNRS, Aix Marseille Université

brombergerchristian8@gmail.com

En 2017, année du centenaire de la révolution russe, de nombreuses études sont parues sur ce phénomène majeur du xx^e siècle. Parmi celles-ci, celle de Jean-Jacques Marie, historien du communisme, sur la place des femmes avant, pendant et après les « dix jours qui ébranlèrent le monde », pour reprendre le titre de l'ouvrage célèbre de John Reed¹. Pour instruire cette histoire singulière qui a laissé, ici comme ailleurs, moins de traces que celle des hommes, Jean-Jacques

1. Les deux directrices de l'ouvrage reprennent ici la définition proposée in B. Marques-Pereira, 2003, *La Citoyenneté politique des femmes*, Paris, Armand Colin : 7.

2. Fatima Sadiqi, 2016, « The Center: a new Post-Arab spring space for women's rights », in Fatima Sadiqi (dir.), *Women's Movements in the Post- "Arab Spring" North Africa*, New York, Palgrave Macmillan.

1. John Reed, 1996 [1919] *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Seuil.